

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 10 JUIN 2024

Le lundi dix juin deux mille vingt-quatre à dix-huit heures trente, les membres composant le Conseil municipal de la Ville d'Unieux se sont réunis en salle du Conseil municipal sous la présidence de Monsieur Christophe FAVERJON, Maire, après avoir été convoqués en date du trente et un mai deux mille vingt-quatre, en application des articles L.2121.10 et L.2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents : MM et Mmes Christophe FAVERJON, Fabrice MIALON Gisèle ARSAC, Fabrice CORDAT, Corinne CABUT, Manuel DE SA, Djida OUCHAOUA, Gaston CONSTANT, Véronique ROMEYER, Daniel RATHIER, Monique FAURAND, Agnès PESTRE, Juliette HAUW, Philippe BEAUNE, Pascal PEYRAT, Nathalie RAFFIN, Laurent LAFRÉCHOUX, Nicolas DUTARTRE, Nathalie DUVAL, Bernard CHAPELON, Véronique RESSEGUIER (*à partir du point 3*), Frédéric BATTIE

Pouvoirs déposés : M. Jean-Yves CHAUSSIN à Mme Véronique ROMEYER, Mme Karine RICORT à M. Fabrice MIALON, M. Stéphane CESARATTO à M. Christophe FAVERJON, Mme Morgane RICHARD à Mme Clémentine PAGNIER, Mme Carmela LEDDA à M. Bernard CHAPELON, M. Rémi FAVIER à M. Frédéric BATTIE.

Excusée : Véronique RESSEGUIER (*Points 1 et 2*)

Nombre de conseillers : 29 - **Nombre de présents :** 22 (*points 1 et 2*) - 23 - **Nombre de votants :** 29

Désignation de secrétaire de séance : Mme Gisèle ARSAC

Le procès-verbal précédent est approuvé à l'unanimité.

OUVERTURE DE LA SÉANCE À 18 H 33

INFORMATIONS DE MONSIEUR LE MAIRE

- Point sur le dossier du Bas Lardier.
- Point sur la réévaluation du RIFSEEP.

1 - RENOUELEMENT LIGNE DE TRÉSORERIE POUR LE BUDGET FONCTIONNEMENT

Suite à la Commission gestion/finances du 29 mai dernier, il convient de renouveler la ligne de trésorerie de la commune qui arrive à échéance le 30 juin 2024 pour un montant de 500 000 euros afin de financer les besoins de la Ville en matière ponctuels de trésorerie sur les dépenses de fonctionnement.

Ainsi, le Conseil municipal **décide par 25 voix pour et 4 abstentions** (*M. Chapelon, Mme Ledda, M. Battie, M Favier*) de renouveler le contrat entre la commune et le Crédit Mutuel pour une durée de 12 mois dans les mêmes conditions que les années précédentes :

À savoir :

- Commission d'engagement : 0,10% du montant autorisé, soit 500 € payables à la signature du contrat.
- Commission de non-utilisation : 0,15% calculée sur le montant non utilisé constaté quotidiennement et payable en même temps que les intérêts.

Le Conseil municipal **autorise par 25 voix pour et 4 abstentions** (*M. Chapelon, Mme Ledda, M. Battie, M Favier*) Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer tous les documents afférents.

2 – RENÉGOCIATION DE PRÊT

Suite à la Commission gestion/finances du 29 mai dernier, Monsieur le Maire a informé qu'un prêt avait été négocié avec l'établissement prêteur de 700 000 €. La commune avait un emprunt au taux de 4,30%, qu'elle n'a pas « entamé » en jouant sur la trésorerie. Le prêt pourra être obtenu au meilleur taux auprès du Crédit Agricole, les taux étant actuellement à la baisse.

Le Conseil municipal **décide par 25 voix pour et 4 abstentions** (M. Chapelon, Mme Ledda, M. Battie, M Favier) d'autoriser Monsieur le Maire à renégocier ce prêt de 700 000 € et autorise également **par 25 voix pour et 4 abstentions** (M. Chapelon, Mme Ledda, M. Battie, M Favier) Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer tous les documents en découlant.

3 – ISOLATION DU BÂTIMENT DES SERVICES TECHNIQUES

Suite à la Commission aménagement du territoire et développement durable du 29 mai dernier, Monsieur le Maire a annoncé que les travaux de rénovation énergétique du bâtiment mairie sont en cours d'achèvement. Il convient désormais de procéder à l'isolation du bâtiment des services techniques. Ainsi, **le Conseil municipal décide à l'unanimité** d'autoriser ces travaux, dans le cadre de la rénovation thermique de la mairie et **autorise à l'unanimité** Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer tous les documents en découlant, notamment la demande d'autorisation d'urbanisme.

4 - MODIFICATION DES TARIFS PÉRISCOLAIRE

Suite au Conseil Local de Vie Éducative (CLVE) du 27 mai dernier, Monsieur le Maire a présenté aux participants une adaptation des tarifs du périscolaire qui n'ont subi aucune augmentation depuis 2008 ainsi qu'une modification des coefficients.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité d'approuver les tarifs ainsi que les barèmes présentés ci-dessous :

Pour les tarifs cantine/périscolaire :

- 3,10 € au lieu de 2,81€ (quotient de 0 à 396)
- 3,50 € au lieu de 3,16 € (quotient de 397 à 700 au lieu de 518 pour éviter l'impact pour les familles monoparentales ayant peu de revenus)
- 3,90 € au lieu de 3,51€ (quotient > à 700 au lieu de 519)
- 5,50 € au lieu de 5 € (tarifs hors commune) quotient inférieur ou égal à 700
- 6 € au lieu de 5 € (tarifs hors commune) quotient supérieur à 700

Pour les tarifs périscolaires comme suit (avec des tarifs au quart d'heure et goûters offerts) :

- 0,25€ au lieu de 0,20 € (quotient de 0 à 396)
- 0,35 € au lieu de 0,25 € et 0,30 € (quotient de 397 à 700) regroupement des quotients
- 0,40 € au lieu de 0,35 € (quotient > à 700 au lieu de 519)

Un changement du barème quotient familial est nécessaire afin de prendre en compte la hausse du coût de la vie (soit passer de 519 à 700€).

Il sera maintenu les tarifs spéciaux familles proposés sur les tarifs du périscolaire uniquement :

- soit -20% pour 2 enfants, -30% pour 3 enfants, -40% pour 4 familles...

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver les tarifs ainsi que les barèmes ci-dessus.

5 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Suite à la campagne d'avancements de grade 2024, le **Conseil municipal approuve à l'unanimité** les modifications du tableau des effectifs comme suit :

➤ Filière Animation :

- Transformation d'un poste d'Adjoint animation en Adjoint animation Principal 2ème classe.
- Transformation d'un poste d'Adjoint animation Principal 2ème classe en Adjoint animation Principal 1ère classe.

- Filière culturelle :
 - Transformation d'un poste d'Adjoint du patrimoine Principal 2ème classe en Adjoint du patrimoine Principal 1ère classe.
- Filière technique :
 - Transformation d'un poste d'Agent de maîtrise en Agent de maîtrise Principal.
 - Transformation d'un poste d'Adjoint Technique Principal 2ème classe en Adjoint Technique Principal 1ère classe.

6 - URBANISME

➤ Cession CHEYNET

Par délibération en date du 22 avril 2022, le SIEP (Syndicat Intercommunal des Eaux du Pertuiset) a décidé de rétrocéder à la commune d'UNIEUX les parcelles AP 132-133-134 / AE 91-160 / AK 130.

Vu la demande d'acquisition de la SAS CHBL, représentée par M. CHEYNET, en date du 18 mars 2024, pour une partie de la parcelle AE 91, surface 10 m², afin de pouvoir clôturer de manière plus rationnelle sa propriété.

L'Avis des domaines n'ayant pas été reçu, la délibération sera présentée au prochain Conseil municipal.

➤ Vente Unieux - Foncier Concept (ancien stade de foot du Val Ronzière)

Il a été demandé au Conseil municipal de procéder à la finalisation du dossier, en procédant à la cession de la parcelle AM 144 – surface 2340 m² aux sociétés GP Aménagements, et STARIMMO, représentées respectivement par M. PERRIN Guillaume et M. KORKMAZ Erkan.

Au prix de 180 000 euros HT, conformément à l'avis des domaines N°2023-42316-42710 en date du 27/06/2023.

Le Conseil municipal à l'unanimité décide de finaliser la vente et **autorise à l'unanimité** Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer tous les documents nécessaires à la vente.

➤ Dématérialisation du contrôle de légalité des actes d'urbanisme - convention Préfecture

Suite à l'adhésion au logiciel cart@ds mis à disposition par Saint-Étienne Métropole, il est désormais possible de réaliser le contrôle de légalité pour les autorisations d'urbanisme, de façon dématérialisée.

Le Conseil municipal à l'unanimité autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à signer la convention avec la Préfecture de la Loire pour la télétransmission des actes d'urbanisme.

7 - AIDE À L'ACHAT D'UN RÉCUPÉRATEUR D'EAU

Il a été proposé au Conseil municipal dans le cadre des dossiers de la transition énergétique avec les subventions pour les économies d'Énergie d'instaurer une subvention de 100 € par propriété pour l'installation du système de récupérateur d'eau. Le règlement sera modifié afin de prendre en compte cet ajout, en précisant que seront prises en compte les factures pour les récupérateurs d'eau établies après le 1^{er} janvier 2024 ainsi que la prise en compte dans le règlement de la fusion des aides de l'ANAH. Il sera également précisé que pour les installations de chaudière gaz, d'accepter les certifications RGE de moins de 5 ans, les conditions de performances demeurant identiques.

Le Conseil municipal décide à l'unanimité d'instaurer une subvention d'un montant de 100 € par propriété pour l'installation du système de récupérateur d'eau ainsi que de modifier le règlement comme mentionné ci-dessus.

8 - AVENANT À LA CONVENTION MISE À DISPOSITION DE LOCAUX À LA MISSION LOCALE JEUNES ONDAINE ET HAUT PILAT AU PÔLE DES SERVICES

Dans le cadre d'une convention de mise à disposition d'un local signé le 24 mars 2016, la Ville d'Unieux met à disposition de la mission locale jeunes un local situé dans le bâtiment du Pôle de services sis 12 rue Etienne Visseyriat pour tenir ses permanences le jeudi de 13h45 à 16h30.

Suite à la demande de la mission locale d'augmenter son temps de permanence, le **Conseil Municipal décide à l'unanimité d'autoriser** Monsieur le Maire à signer un avenant à cette convention.

La collectivité mettra à disposition de la Mission locale le local situé dans le bâtiment du Pôle de Services pour tenir ses permanences chaque jeudi de 9h à 12h et 13h30 à 17h.

Les autres articles liés aux obligations de la collectivité et de l'association restent inchangés.

9 - LOIRE HABITAT : DISPOSITIF TRANQUILLITÉ RÉSIDENTIELLE

Le bailleur social Loire Habitat 2 Fleuves souhaite étendre sa mission « tranquillité résidentielle » sur son patrimoine Unieutaire qui représente environ 480 logements, après consultation des habitants. La participation de la commune s'élève à 8000 € par an pour les années 2025, 2026 et 2027. Cette participation financière est complétée par le Département et l'État par un abattement de la TFPB.

Le Conseil municipal décide par 26 voix pour, 3 absentions (*Mme Cabut, Mme Faurand, Mme Ouchaoua*) d'approuver la signature d'une convention avec Loire Habitat pour la mise en place de ce dispositif pour une durée de trois ans à partir du 1er janvier 2025 et autorise Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à la signer.

10 - DEMANDE D'AVIS DE LA PRÉFECTURE : PROJET DE DÉMOLITION PAR LOIRE HABITAT (QUARTIER VAL RONZIÈRE)

La commune a reçu en date du 24 mai dernier un courrier de la Préfecture de la Loire demandant son avis sur le projet de démolition des logements appartenant à Loire Habitat situés au Val Ronzière. Il s'agit de la démolition de 168 logements sur 271 et programme de reconstruction. **Le Conseil municipal décide à l'unanimité** de donner un avis favorable à ce projet.

11 - CONTRAT DE VILLE 2024/2030 – SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'APPLICATION TERRITORIALE AVEC SAINT-ÉTIENNE MÉTROPOLÉ

Suite à la qualification du quartier du Vigneron comme territoire vulnérable dans le cadre du Contrat de Ville 2024/2030, le **Conseil municipal** approuve à **l'unanimité** la convention communale d'application relative au territoire vulnérable du Vigneron entre la commune, l'État représenté par le Préfet de la Loire et Saint-Etienne Métropole. **Le Conseil municipal autorise à l'unanimité** Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à la signer.

12 - MOTION RELATIVE AUX MESURES D'ÉCONOMIES ANNONCÉES PAR L'ÉTAT SUSCEPTIBLES D'AFPECTER LES FINANCES LOCALES À L'INITIATIVE DE L'APVF

Considérant qu'à la suite de la publication des chiffres du déficit public pour l'année 2023 et de la gravité de la situation des finances et de la dette publique, le gouvernement a décidé un certain nombre de mesures d'économie et d'imposer aux collectivités de réduire les dépenses de fonctionnement de 0,5 % en volume en dessous du niveau de l'inflation.

Considérant que les efforts demandés aux collectivités représenteraient une ponction de 15 milliards d'euros sur 5 années, alors même que les collectivités territoriales ont de plus en plus de mal à faire fonctionner les services publics locaux et sont appelées à prendre de plus en plus le relais de l'État dans le domaine de la santé, de la sécurité et très bientôt de la petite enfance avec la mise en place d'un service public à l'échelle du bloc communal.

Considérant que les collectivités, soumises à « la règle d'or » réalisent 70% de l'investissement public et près de 20 % des dépenses publiques, alors qu'elles représentent moins de 9 % du total de la dette publique, elles ne sont par conséquent nullement responsables de la dégradation des comptes publics

Considérant que l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales est remise en cause depuis une vingtaine d'années par la suppression de leurs leviers fiscaux et une recentralisation rampante de l'État.

Le Conseil municipal rappelle que les collectivités n'ont jamais été à l'origine des diverses mesures de suppression d'impôts locaux de ces 20 dernières années qui ont porté atteinte à l'autonomie fiscale des collectivités tout en coûtant de plus en plus cher à l'État.

Le Conseil municipal rappelle que les Maires ont été présents au moment de la crise sanitaire, palliant les carences de l'État et qu'ils ont subi récemment la flambée des prix de l'énergie ainsi que diverses mesures normatives prises unilatéralement par l'État et qui ont un coût considérable pour les budgets locaux.

Le Conseil municipal rappelle qu'à l'heure où interviennent ces coupes budgétaires, les conseils municipaux sont engagés en deuxième partie de mandat dans la mise en œuvre de leurs programmes municipaux, notamment avec des investissements dans le cadre de la transition écologique.

Le Conseil municipal demande au gouvernement de ne pas remettre en cause la capacité d'agir des collectivités, et de leur permettre de mener à bien les projets issus des engagements pris lors de la campagne municipale.

Le Conseil municipal demande enfin au gouvernement de garantir l'autonomie financière et fiscale des collectivités et d'instaurer transparence, lisibilité et prévisibilité dans les relations financières entre l'État et les collectivités, rappelant que l'article 1^{er} de la Constitution stipule que « l'organisation de la République est décentralisée ».

Le Conseil municipal, après avoir délibéré, adopte la motion présentée à l'unanimité.

13 - DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA VALLÉE DE L'ONDAINE (SIVO)

La commune a reçu le projet de convention à intervenir pour le retrait des communes de Roche la Molière, Unieux, Fraisses, Firminy Saint Maurice en Gourgois, Saint Paul en Cornillon et Çaloire du SIVO. Les communes de La Ricamarie et le Chambon conserveront la compétence École Intercommunale des Arts et de la Musique. La date de présentation au Conseil syndical est le vendredi 21 juin 2024.

Cette délibération est prise sous réserve du vote conforme du Conseil syndical du 21 juin. Le Conseil municipal approuve à l'unanimité le retrait de la commune d'Unieux, approuve également le projet de convention qui contient une contribution des communes membres à la commune du Chambon Feugerolles afin de rémunérer l'important travail administratif réalisé et qui s'élève à 2543,70 €. Enfin, **le Conseil municipal autorise à l'unanimité** Monsieur le Maire ou l'Adjoint ayant délégation à la signer.

Interventions du groupe « Ensemble Pour Unieux » :

La commissaire enquêtrice a rendu son rapport le 31 mai 2024 : **Avis Défavorable au Projet Bas Lardier**. Nous tenons ici à la remercier pour son écoute, la qualité de son enquête et pour sa synthèse tout à fait en phase avec la réalité.

Dans les 89 pages de celui-ci nous avons confirmation des avis défavorables (sauf le SCOT) des différentes personnes Publiques associées et notamment celui de l'état.

Parmi tous les attendus du rapport nous nous félicitons d'avoir eu confirmation que l'ensemble de nos craintes étaient fondées et que l'évaluation environnementale était partielle et incomplète (surface et temps d'étude réduit, omissions d'espèces ...).

Nous avons aussi noté que lors de plusieurs réunions, il avait été vendu aux habitants, **la possibilité de créer un accès sur la route M25 grâce à un rond-point**. Il semble que ce choix n'ait **jamais été retenu par Saint Etienne Métropole qui a toujours privilégié la rue Alfred de Musset**. Pour rappel le département avait refusé il y a 9 ans.

Vous avez comme nous pris acte du contenu clair et non discutable du rapport d'enquête. Nous prenons acte de votre décision de ce soir **d'abandonner le projet**.

Point 10 : Projet de démolition Loire Habitat - Quartier Val Ronzière à Unieux

En aucun cas ni notre groupe d'opposition « Ensemble Pour Unieux » ne remet en cause le projet proposé par Loire Habitat. **Un petit regret à cette affirmation la faible participation des habitants à la co-construction de cette réhabilitation**. C'est Dommage ! C'est ce qui ressort des échanges avec les habitants le 24 mai 2024 lors de la réunion de quartier du Val Ronzière.

Notre Proposition : Nous connaissons bien le bailleur social Deux Fleuves Loire Habitat qui a renvoyé une image positive sur le département de la Loire. Ce bailleur social propose du qualitatif dans ses réhabilitations. Nous avons un bel exemple à Unieux avec le résultat final obtenu rue Penel.

Ne serait-il pas judicieux, **compte tenu de la réelle attente d'une vraie concertation des habitants**, d'organiser une réunion publique avec la présence de Loire Habitat et du cabinet Synergie habitat pour présenter une première projection du quartier réhabilité ? Cela permettrait peut-être de répondre aux questions qui n'ont pas de réponses claires.

Votre objectif au Val Ronzière n'est pas de donner une image positive en offrant des logements de qualité, pour un prix de location offrant un bon rapport, dans un espace public ouvert. Le Val Ronzière est un quartier prisé avec son cadre de verdure en proximité et les gorges de la Loire ?

Intervention de Madame Cabut du groupe « Unieux, le Renouveau »

Point 9 : Loire Habitat : dispositif tranquillité résidentielle

Je m'abstiens sur ce point et justifie ma position en ce sens qu'il n'est pas concevable que les locataires et la commune se substituent aux manquements de l'État en matière de sécurité et de quiétude du quartier du Val Ronzière.

LA SÉANCE EST LEVÉE À 19 H 25.

Fait à Unieux, le 17 juin 2024.

Le Maire,

La secrétaire de séance

Christophe FAVERJON

Gisèle ARSAC



A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Gisèle Arsac, is written over the text.